



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.414/4
du 13 juin 2016

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions relatives aux
fonctions de management dans
les institutions publiques de
sécurité sociale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.414/4
van 13 juni 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
sommige bepalingen
betreffende de
managementfuncties in de
openbare instellingen van
sociale zekerheid'

Le 17 mai 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 juin 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 juin 2016.

*

Op 17 mei 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 juni 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', il convient d'ajouter au préambule un alinéa mentionnant le motif pour lequel il n'y a pas lieu de procéder à une analyse d'impact de la réglementation, à savoir le motif de dispense tiré de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Il apparaît que les textes législatifs et réglementaires tels que cités aux alinéas 1^{er}, 2 et 4 à 8 du préambule du projet au titre de fondements juridiques ne sont, d'une part, pas tous à jour ¹, et, d'autre part, ne couvrent pas toutes les institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions' ².

¹ Par exemple, l'alinéa 5 du préambule doit être omis car l'article 48 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés' a été abrogé par l'article 96 de la loi du 18 mars 2016 'portant modification de la dénomination de l'Office national des Pensions en Service fédéral des Pensions, portant intégration des attributions et du personnel du Service des Pensions du secteur public, des missions pensions des secteurs locaux et provinciaux de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale et de HR Rail et portant reprise du Service social collectif de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale' ; dans l'alinéa 8 du préambule, aucun article de la loi (lire : du 18 mars 2016) n'est cité.

² En effet, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 novembre 2003 'relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions ainsi qu'à la désignation et à l'exercice de fonctions d'encadrement et de fonctions de direction dans les institutions publiques de sécurité' détermine son champ d'application aux institutions de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 qui dispose comme suit :

« Les organismes classés conformément au § 1^{er} parmi les institutions publiques de sécurité sociale sont :

Institut national d'assurance maladie-invalidité

Banque-carrefour de la sécurité sociale

Office national des vacances annuelles

Service fédéral des Pensions

Office national de sécurité sociale

Fonds des accidents du travail

Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales*

Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés

Office national de l'emploi

Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants

Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage

Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins

En ce que le texte en projet vise à modifier le statut des titulaires d'une fonction de management, l'alinéa 3 du préambule constitue un fondement juridique pour les articles 1^{er} à 5 du projet. En effet, il résulte des articles 9, alinéa 2, et 18, alinéa 2, de la loi du 25 avril 1963 'sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale' que le Roi est habilité à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut et la procédure de désignation des titulaires d'une fonction de management (le titulaire d'une fonction de management chargé de la gestion journalière de l'institution, son adjoint, ainsi que les autres titulaires d'une fonction de management), des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

Malgré le fait que son intitulé ne fasse référence qu'à des dispositions modificatives relatives aux fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale, le texte en projet a également pour objet de modifier le statut des titulaires d'une fonction d'encadrement. Il en résulte que l'auteur du projet doit être en mesure d'invoquer un fondement juridique pour l'article 6 du projet³.

En tout état de cause, l'auteur du texte doit soigneusement revoir l'intitulé et le préambule afin de faire correspondre la portée des dispositions en projet avec les fondements juridiques pertinents.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Une demande d'avis dans un délai de trente jours est introduite à l'égard des textes suivants :

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation' (numéro de rôle 59.412/4) ;

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et dans les services publics fédéraux de programmation' (numéro de rôle 59.413/4) ;

Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité
Fonds des maladies professionnelles
Office de sécurité sociale d'Outre-mer

Pour l'application du présent arrêté royal et de ses arrêtés d'exécution, la plate-forme eHealth, visée dans la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth, est également une institution publique de sécurité sociale, conformément à l'article 2 de ladite loi ».

En application de l'article 50 de la loi du 12 mai 2014 'portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale', cette dénomination doit remplacer celle de « Office de sécurité sociale d'Outre-mer ».

³ L'auteur du texte n'invoque pas l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997, tel que confirmé par la loi du 12 décembre 1997.

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale' (numéro de rôle 59.414/4) ;

– un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives aux fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public' (numéro de rôle 59.415/4) ⁴.

Étant donné le lien entre ces quatre projets, il est conseillé à l'auteur du texte de les adopter et de les publier concomitamment.

2. La section de législation observe que si la coexistence des notions de plan de management et de plan opérationnel (ou de plan d'appui) avec celles de contrat d'administration et de plan d'administration est supprimée dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (articles 11 et 11bis) et dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (articles 10 et 10bis), tel n'est pas le cas dans l'article 12 de l'arrêté royal du 30 novembre 2003 'relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions ainsi qu'à la désignation et à l'exercice de fonctions d'encadrement et de fonctions de direction dans les institutions publiques de sécurité sociale'. Enfin, seules les notions de plan de management/plan d'appui sont utilisées dans les articles 11 et 12 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public' ⁵.

Interrogé sur la raison de maintenir une différence dans les quatre textes examinés, le fonctionnaire délégué a expliqué ce qui suit :

« Pour les organismes d'intérêt public, il faut faire la distinction entre les organismes d'intérêt public dits 'sociaux' et les organismes d'intérêt public dits 'non sociaux' (AR du 16/11/2006). Pour ces derniers, il y a une volonté de maintenir les plans de management et les plans opérationnels. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de l'AR du 30/11/2003 a été maintenu dans sa version actuelle ».

⁴ La section de législation a donné le 13 juin 2016 les avis sur ces quatre projets.

⁵ Voir la note au Gouvernement du 24 février 2016.

En conclusion, l'auteur du texte pose le choix de ne pas procéder à une harmonisation complète de la matière en maintenant des terminologies différentes pour des documents recouvrant un contenu identique selon qu'ils doivent être rédigés au sein des services publics fédéraux ou services publics fédéraux de programmation, au sein des institutions publiques de sécurité sociale ou au sein des organismes d'intérêt public.

La section de législation s'interroge sur la raison de désigner les mêmes objets avec des mots différents.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

Dans le texte français, au 1^o, il y a lieu de remplacer les mots « version francophone » par les mots « version française ».

Article 4

Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, la phrase liminaire de l'article 4 du projet doit être rédigée afin de prévoir qu'un alinéa 6 est ajouté à l'article 23^{ter} de l'arrêté royal du 30 novembre 2003.

Article 8

En vertu de l'article 8, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ⁶.

L'article 8 du projet sera revu en conséquence.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 152.1 et formule F 4-5-1-1.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes ⁷.

*

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, moet aan de aanhef een lid worden toegevoegd waarin melding wordt gemaakt van de reden waarom geen regelgevingsimpactanalyse hoeft te worden uitgevoerd, *in casu* de vrijstellingsgrond die is ontleend aan artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

RECHTSGRONDEN

Van de verwijzingen, in het eerste, het tweede en het vierde tot het achtste lid van de aanhef van het ontwerp, naar de wets- en verordeningsteksten die bij wijze van rechtsgrond vermeld worden, blijkt enerzijds dat ze niet allemaal up to date zijn,¹ en, anderzijds, dat ze niet op alle openbare instellingen van sociale zekerheid betrekking hebben, die bedoeld worden in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’.²

¹ Zo dient het vijfde lid van de aanhef te vervallen, aangezien artikel 48 van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 ‘betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers’ opgeheven is bij artikel 96 van de wet van 18 maart 2016 ‘tot wijziging van de benaming van de Rijksdienst voor Pensioenen in Federale Pensioendienst, tot integratie van de bevoegdheden en het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector, van de opdrachten “Pensioenen” van de lokale en provinciale sectoren van de Dienst voor de Bijzondere socialezekerheidsstelsels en van HR Rail en tot overname van de gemeenschappelijke sociale dienst van de Dienst voor de Bijzondere socialezekerheidsstelsels’; in het achtste lid van de aanhef wordt van de wet (lees: van 18 maart 2016) geen enkel artikel opgegeven.

² In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 november 2003 ‘betreffende de aanduiding, de uitoefening en de weging van de managementfuncties alsook de aanduiding en de uitoefening van staffuncties en directiefuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid’ wordt immers bepaald dat het toepassingsgebied van dat besluit de instellingen van sociale zekerheid omvat die bedoeld worden in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997, welke bepaling als volgt luidt:

“De organismen die overeenkomstig § 1 zijn ingedeeld bij de openbare instellingen van sociale zekerheid zijn:

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;

Voor zover de ontworpen tekst strekt tot wijziging van het statuut van de houders van een managementfunctie, vormt de wet waarnaar verwezen wordt in het derde lid van de aanhef een rechtsgrond voor de artikelen 1 tot 5 van het ontwerp. Uit de artikelen 9, tweede lid, en 18, tweede lid, van de wet van 25 april 1963 ‘betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg’ blijkt immers dat de Koning gemachtigd is om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het statuut en de procedure van aanstelling te bepalen van de houders van een managementfunctie (de houder van een managementfunctie die belast is met het dagelijks beheer van de instelling, zijn adjunct en de overige houders van een managementfunctie), van de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

Hoewel in het opschrift van de ontworpen tekst alleen sprake is van de wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid, strekt die tekst ook tot wijziging van het statuut van de houders van een staffunctie. Daaruit volgt dat de steller van het ontwerp in staat moet zijn een rechtsgrond op te geven voor artikel 6 van het ontwerp.³

De steller van de tekst dient het opschrift en de aanhef hoe dan ook zorgvuldig na te gaan teneinde voor de draagwijdte van de ontworpen bepalingen relevante rechtsgronden aan te reiken.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De Raad van State is verzocht om binnen een termijn van dertig dagen advies uit te brengen over de volgende teksten:

– een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de Federale Overheidsdiensten en in de Programmatorische Federale Overheidsdiensten’ (rolnummer 59.412/4);

Federale Pensioendienst;
Rijksdienst voor sociale zekerheid;
Fonds voor Arbeidsongevallen;
Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;
Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;
Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;
Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen;
Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden;
Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;
Fonds voor Beroepsziekten;
Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid.

Voor de toepassing van dit koninklijk besluit en de besluiten tot uitvoering ervan is het eHealth-platform, bedoeld in de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform, eveneens een openbare instelling van sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 2 van laatstgenoemde wet.”

Met toepassing van artikel 50 van de wet van 12 mei 2014 ‘tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels’ wordt voor de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid sedertdien de benaming ‘Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels’ gebruikt.

³ De steller van de tekst verwijst niet naar artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997, zoals dat besluit bekrachtigd is bij de wet van 12 december 1997.

– een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de staffuncties in de Federale Overheidsdiensten en in de Programmatorische Federale Overheidsdiensten’ (rolnummer 59.413/4);

– een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de managementfuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid’ (rolnummer 59.414/4);

– een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut’ (rolnummer 59.415/4).⁴

Doordat die vier ontwerpen met elkaar verband houden, wordt aan de steller van de tekst de raad gegeven om ze tegelijk goed te keuren en bekend te maken.

2. De afdeling Wetgeving merkt op dat, terwijl er in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ (artikelen 11 en 11bis) en in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ (artikelen 10 en 10bis) een einde gemaakt wordt aan het naast elkaar bestaan van de begrippen managementplan en operationeel plan (of ondersteuningsplan), enerzijds, en de begrippen bestuursovereenkomst en bestuursplan, anderzijds, dat niet het geval is met artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 november 2003 ‘betreffende de aanduiding, de uitoefening en de weging van de managementfuncties alsook de aanduiding en de uitoefening van staffuncties en directiefuncties in de openbare instellingen van sociale zekerheid’. Ten slotte worden alleen de begrippen managementplan/ondersteuningsplan gehanteerd in de artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit van 16 november 2006 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut’.⁵

Naar aanleiding van de vraag waarom dat onderscheid in de vier teksten gehandhaafd wordt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende uitgelegd:

“Pour les organismes d'intérêt public, il faut faire la distinction entre les organismes d'intérêt public dits ‘sociaux’ et les organismes d'intérêt public dits ‘non sociaux’ (AR du 16/11/2006). Pour ces derniers, il y a une volonté de maintenir les plans de management et les plans opérationnels. C'est la raison pour laquelle l'article 12 de l'AR du 30/11/2003 a été maintenu dans sa version actuelle.”

Kortom, de steller van de tekst opteert ervoor niet over te gaan tot een volledige harmonisatie van de aangelegenheid door, voor documenten met een identieke inhoud, vast te houden aan verschillende termen naar gelang die documenten opgesteld worden binnen federale overheidsdiensten of programmatorische federale overheidsdiensten, openbare instellingen van sociale zekerheid of instellingen van openbaar nut.

⁴ De afdeling Wetgeving heeft op 13 juni 2016 over die vier ontwerpen advies uitgebracht.

⁵ Zie de nota aan de regering van 24 februari 2016.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom men dezelfde zaken met verschillende termen zou aanduiden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

In de Franse tekst van de bepaling onder 1°, dienen de woorden “version francophone” vervangen te worden door de woorden “version française”.

Artikel 4

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, dient de inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp aldus te worden gesteld dat artikel 23^{ter} van het koninklijk besluit van 30 november 2003 daarbij aangevuld wordt met een zesde lid.

Artikel 8

Volgens artikel 8 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het nadeel van een dergelijke regel van inwerkingtreding is dat, als het ontworpen besluit aan het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten van het besluit niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Gelet op het voorgaande moet nagegaan worden of het wel nodig is een bijzondere inwerkingtredebepaling op te nemen. Indien de formulering in het ontwerp wordt aangenomen, behoort gezorgd te worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om van de bekendgemaakte tekst kennis te nemen.⁶

Artikel 8 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1 en formule F 4-5-1-1.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 64.